

Communiqué de presse de l'Union Suisse des Paysans du 7 septembre 2018

## **Pour Avenir Suisse, la nourriture tombera du ciel**

**Une politique agricole d'avenir : ainsi s'intitule le pamphlet sur l'abolition de l'agriculture suisse dont s'est fendu aujourd'hui Avenir Suisse. Ce brûlot fourmille d'affirmations absurdes et de propositions insensées. Cela est tout sauf propice à la confiance en l'économie suisse.**

Il suffit de lire le début des élucubrations d'Avenir Suisse pour se rendre compte que l'inutile usine à penser ignore ce que sait n'importe quel élève de première : « *Cette étude est consacrée au secteur agricole, qui ne représente que 0,7 % de la valeur ajoutée économique totale générée en Suisse. Compte tenu de ce faible poids économique, il est à première vue légitime de se demander pourquoi la politique agricole est en si bonne place sur l'agenda politique.* » Tous les autres le savent : si la politique agricole est importante, c'est parce que l'argent ne se mange toujours pas. Sans production agricole, l'humanité pourra se laisser mourir de faim et disparaître. Il n'y aurait plus personne pour gagner de l'argent et, après tout, ce serait plutôt une bonne chose pour l'environnement et la nature.

L'affirmation selon laquelle l'agriculture suisse coûterait 20 milliards de francs par an est particulièrement abracadabrante. Il s'agit d'une pure jonglerie de chiffres, dénuée de tout fondement et utilisant des hypothèses tout à fait irréalistes. En témoigne, par exemple, le chiffre avancé de 7 milliards de « coûts environnementaux ». Aussi absurde que soit ce chiffre, c'est la solution prônée qui mérite d'être relevée : Avenir Suisse veut exporter le problème en réduisant la protection douanière. Compte tenu des normes environnementales beaucoup moins sévères à l'étranger, l'impact environnemental s'en trouvera sans doute multiplié. Loin des yeux loin du cœur : ce qui se passe ailleurs ne nous regarde pas. Les familles paysannes vendent chaque année des matières premières alimentaires d'une valeur de 10 milliards de francs. En y ajoutant des paiements directs de 2,8 milliards de francs, cela représente des recettes de près de 13 milliards de francs au total. Il n'empêche que dans ce contexte, Avenir Suisse parvient encore à dénicher un potentiel de 14 milliards d'économies.

Pour la principale critique, c'est toujours la même rengaine : l'agriculture suisse n'est pas assez compétitive. D'où la nécessité de dissoudre les petites exploitations agricoles de type familial que nous connaissons aujourd'hui. La solution : un petit nombre de grandes exploitations industrielles, avec élevage intensif, et concurrentielles à l'international. Et d'ailleurs, même l'absence d'un secteur agricole notable en Suisse ne serait pas si grave pour Avenir Suisse : importer, c'est de toute façon meilleur marché !

Le contexte de coûts élevés dans lequel évolue l'agriculture suisse, l'impossibilité de délocaliser la production en un tournemain à l'étranger, les nombreuses exigences environnementales et éthologiques pour toucher des paiements directs, la valeur du paysage pour le tourisme, et le fait que les Suisses sont ceux qui dépensent le moins au monde de leur budget disponible pour se nourrir, tout cela Avenir Suisse n'en pipe pas mot.

Combien de temps encore l'économie suisse financera-t-elle une usine à penser dont les résultats ne contribuent en rien à trouver des solutions, qui sont bons pour la poubelle et qui ne font que miner davantage une confiance déjà ébranlée dans la branche ?

### *Renseignements :*

*Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans, tél. 079 300 56 93*

*Jacques Bourgeois, directeur de l'Union suisse des paysans, tél. 079 219 32 33*

*Francis Egger, responsable Economie, formation et relations internationales à l'USP, tél. 079 280 69 66*

*www.sbv-usp.ch*